



IL EST GRAND TEMPS DE FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT

LA RGPP ET SES CONSEQUENCES

EQUIPEMENT - AGRICULTURE : Fusion des DDE et DDA avec perte des missions d'études techniques et d'assistance aux collectivités locales. Création d'agences, privatisation de missions (gestion des routes nationales avec risque de redevances ou péages, permis de conduire ou de construire), recul de la présence territoriale et technique de l'Etat (déjà amputée par la suppression des subdivisions).



HOPITAL : Recomposition hospitalière, c'est-à-dire, restriction budgétaire avec la suppression de 20 000 postes, accélération des privatisations, fermetures de services et d'établissements, fragilisation financière programmée de l'hôpital public, recrutement de managers pour diriger les hôpitaux, transformation des CHU en EPIC.

SANTE : Suppression des DDASS (service du ministère de la santé) remplacées par des Agences Régionales de Santé (ARS), intégration résiduelle en Préfecture, fin de l'approche globale entre sanitaire et social des politiques de solidarité, glissement des finalités sociales vers des objectifs d'ordre public, financement de la prévention par des fonds privés dont l'industrie pharmaceutique (Attali), réduction de la couverture obligatoire visant l'entrée massive des assurances dans le champ de la protection sociale...



JUSTICE : Fermeture de tribunaux de proximité (Clichy, Levallois, Neuilly), éloignement des justiciables, privatisation de certains contentieux comme le divorce, abandon de la justice spécialisée de protection des mineurs en danger, démantèlement du service public de la justice.

EDUCATION / CULTURE : Suppression de la carte scolaire, suppression de postes, polyvalence forcée des enseignants, culture du résultat en se basant sur des évaluations parfois hasardeuses, quantitatives, mise en concurrence des établissements et des enseignants, désengagement de l'Etat dans la gestion des musées nationaux, privatisation / filialisation de certaines activités des musées.



FINANCES : Suppressions de postes, mobilité forcée, fermeture de services, fermeture de trésoreries conduisant à la confusion entre le recouvrement et le calcul de l'assiette, concentration des contrôles sur les salariés au détriment de la lutte contre la fraude fiscale chez les plus fortunés, mise en œuvre de la RGPO (revue générale des prélèvements obligatoires) qui vise à alléger l'impôt sur les sociétés et à supprimer des impôts sur les PME.

Les agents de la DGFIP sont dans l'action depuis le 15 mai, ils exigent :

- ⇒ Le retrait des propositions visant à casser le statut de la Fonction Publique (loi sur la mobilité et la reconversion professionnelle, dispositions du Livre blanc...),
- ⇒ L'amélioration des garanties collectives et statutaires des personnels,
- ⇒ La pérennisation des missions et l'amélioration de leurs conditions d'exercice, à l'opposé de la RGPP,
- ⇒ L'arrêt des suppressions d'emplois et l'amélioration des conditions de travail,
- ⇒ Une réelle augmentation des rémunérations, notamment par la revalorisation du point d'indice.

C'EST L'AFFAIRE DE TOUS LES FONCTIONNAIRES

TOUS EN GREVE LE 10 JUIN